Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, sur la situation politique en Syrie, à Paris le 23 novembre 2011.

2011-11-23

Je suis heureux de recevoir aujourd'hui une délégation du Conseil national syrien sous la présidence de M. Burhan Ghalioun avec qui j'avais déjà eu un premier contact le 10 octobre dernier.

C'est d'abord pour moi l'occasion d'exprimer la solidarité de la France avec le peuple syrien qui mène un combat extraordinairement courageux face à une répression de plus en plus barbare. J'ai une pensée toute particulière pour la population de Homs qui est victime de cette répression et pour l'ensemble, je le répète, de tous ceux qui souffrent aujourd'hui.

Je me réjouis de voir que la représentativité du Conseil National syrien est en train de s'affirmer puisqu'il a été reçu par mes collègues italien, allemand, russe, britannique et turc. Vous avez été reçu, je crois, Monsieur le Président par le COPS, le Comité politique et de sécurité à Bruxelles. Votre dialogue est permanent avec la Ligue arabe. Pour nous, le Conseil National syrien est un interlocuteur privilégié.

Je voudrais saluer sa volonté de rassembler l'ensemble des sensibilités syriennes et le respect qu'il a exprimé pour toutes les minorités qui constituent la Syrie. Nous sommes donc à leurs côtés.

Le régime est de plus en plus isolé. J'ai été l'un des tous premiers à dire qu'il perdait sa légitimité, la pression internationale s'accroît, l'Assemblée générale des Nations unies, à notre initiative a adopté hier, à une très forte majorité (122 voix), une résolution qui condamne l'attitude du régime. Ce qui est très important pour nous, c'est l'initiative qui a été prise par la Ligue arabe que nous soutenons pleinement. J'ai eu l'occasion, notamment lors de mon déplacement dans le Golfe, d'avoir des contacts avec plusieurs leaders arabes. Une réunion aura lieu demain et nous les coordonnons très étroitement ainsi qu'avec la Turquie qui a pris aussi une position d'une très grande fermeté. Je comprends bien l'impatience à la fois de la population syrienne et de tous ceux qui sont solidaires de son sort. Nous aimerions faire plus fort, plus vite.

Une option militaire n'est pas à l'ordre du jour, elle n'est pas examinée et je ne l'ai pas examinée avec les autorités turques contrairement à des rumeurs persistantes lors de mon

déplacement à Ankara et à Istanbul.

C'est donc par l'action politique que nous continuons à aider le Conseil national syrien, nous allons garder le contact permanent avec les personnalités qui le constitue. De plus, et à la demande du Conseil national syrien, nous allons examiner notamment avec nos partenaires de l'Union européenne, la possibilité de lancer des initiatives humanitaires pour alléger les souffrances des populations qui sont considérables. Faut-il créer des corridors humanitaires ou des zones humanitaires ? C'est ce que nous allons examiner.

J'ai demandé à l'Union européenne de le mettre à l'ordre du jour de notre prochaine réunion.

Je voulais vous faire part de notre admiration pour votre courage puisque vous vous battez à main nues contrairement à ce qui est allégué ici ou là et vous pouvez compter sur notre solidarité. Cela pourra peut-être être long mais je n'ai pas de doute sur l'issue, votre combat pour la liberté sera victorieux.

Q - Cette rencontre vaut-elle une reconnaissance du Conseil National syrien par la France ? La France est-elle favorable à la mise en place d'une zone tampon dans le nord du pays qui pourrait être faite par la Turquie ? Quelles seraient les conditions de la mise en place d'une telle zone tampon pour protéger les populations ?

R - Comme je l'ai dit, le Conseil National syrien est pour nous un interlocuteur, l'interlocuteur légitime avec lequel nous souhaitons continuer à travailler. Nous sommes très attentifs à la façon dont il s'organise pour être aussi inclusif que possible et nous travaillerons sur la question d'une reconnaissance plus formelle avec la Ligue arabe et l'ensemble de nos alliés. En ce qui concerne la zone tampon, comme je vous l'ai dit, l'option militaire n'est pas à l'ordre du jour, je ne l'ai évoquée avec personne malgré certaines rumeurs persistantes. S'il peut y avoir une dimension humanitaire dans des zones qui pourraient être sécurisées pour protéger les populations, c'est une question qu'il faut étudier et à laquelle, comme je l'ai dit, l'Union européenne d'un côté, la Ligue arabe de l'autre et tous ceux qui soutiennent l'action du peuple syrien peuvent se consacrer.

Q - À propos du rôle joué par l'armée de libération syrienne, du soutien que la France pourrait lui apporter, et de l'unité de l'opposition syrienne.

R - Nous avons rendu hommage depuis le début de cette crise au courage du peuple syrien qui refuse la violence et d'apporter une réponse armée à la répression du régime. Je pense qu'il est nécessaire de s'en tenir à cette position parce qu'une réaction armée pourrait provoquer une guerre civile, ce qui serait une situation pire pour le pays.

Q - Sur le fait que cette réaction pacifique pourrait compliquer la position de l'opposition syrienne.

R - Il appartient à l’opposition syrienne de répondre à cette question.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 24 novembre 2011

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/183709-alain-juppe-23112011-situation-politique-en-syrie